

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 4 avril 1996, d'une demande d'avis, sur un projet de loi "modifiant, en ce qui concerne l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres", a donné le 9 septembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 4 april 1996 door de Minister van Justitie verzocht hem, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, inzake de hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden", heeft op 9 september 1996 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET.Observation préalable.

La loi en projet tend à modifier des articles d'une loi-programme. Cette technique n'est assurément pas un gage de lisibilité, ni d'accessibilité à la norme. Il serait préférable d'adopter, de manière autonome, un nouveau texte englobant le contenu du présent projet et d'abroger les dispositions concernées de la loi-programme.

Observation générale.

L'avant-projet prévoit que "deux fonctionnaires de niveau 1 de rôle linguistique différent sont détachés par le ministre de la justice pour exercer la tâche de rapporteur au sein de la commission (pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence)" (1). Il ressort d'autres dispositions en projet (2) et de l'exposé des motifs que le rapporteur serait chargé d'aider la commission à établir les dossiers sur lesquels elle doit se prononcer - il disposerait notamment, à cette fin, de pouvoirs d'investigation - et, en outre, de donner un avis à cette commission

(1) Article 30, § 2, alinéa 7, en projet.

(2) Voir, en particulier, l'article 34, §§ 4 et 5, en projet.

dans chacune des affaires (1). L'exposé des motifs insiste aussi sur l'indépendance fonctionnelle qui doit être celle du rapporteur.

Le texte en projet supprime ainsi l'obligation, pour la commission, d'entendre, dans chaque affaire, le ministre de la justice ou son délégué et remplace cette audition par celle du rapporteur (2) : le rapporteur serait chargé, tout à la fois, d'assister et d'éclairer la commission et de représenter les intérêts de l'Etat devant celle-ci.

Un tel système n'est pas admissible. Il donne au rapporteur des missions très différentes et incompatibles entre elles. Du fait de la dualité de ces missions, le système envisagé serait de nature à mettre la partie requérante dans une situation à ce point désavantageuse que le principe de l'égalité des armes serait méconnu.

La fonction de rapporteur, destinée à assister et à éclairer la commission, ne peut donc remplacer celle, actuellement prévue par la loi, de délégué du ministre,

(1) On relève que, selon les explications qui ont été fournies, contrairement à ce que pourrait laisser entendre l'article 30, § 2, alinéa 7 en projet (en particulier par l'expression "rapporteur au sein de la commission"), le rapporteur ne serait pas membre de la commission; il exercerait ses fonctions auprès de celle-ci.

(2) Comparer le texte actuel de l'article 34, § 5, alinéa 1er, de la loi du 1er août 1985 et le texte en projet du même alinéa.

chargé de représenter les intérêts de l'Etat devant la commission.

Par ailleurs, si le législateur entend confier le rôle de rapporteur à des fonctionnaires du ministère de la justice et accorder à ceux-ci, à cette fin, des pouvoirs qui leur seraient propres, il importe que le texte garantisse expressément l'indépendance fonctionnelle effective des intéressés par rapport au ministre de la justice. Il appartient aussi au législateur de régler le statut des rapporteurs (1).

L'avant-projet de loi doit être revu à la lumière de cette observation générale.

Observations particulières.

Arrêté de présentation.

Un arrêté de présentation doit être inséré dont la rédaction devra tenir compte de l'observation formulée à propos de l'article 1er.

(1) En prévoyant que les rapporteurs sont des fonctionnaires détachés par le ministre de la justice pour exercer cette tâche, la loi en projet détermine, certes, la situation administrative qui est la leur eu égard à leur qualité d'agents de l'Etat; elle implique en particulier qu'il soit fait application de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission. Encore faut-il cependant que le législateur règle le statut des personnes concernées en tant que et lorsqu'elles exercent la fonction de rapporteur.

Article 1er.

Les articles 3 et 8 de l'avant-projet de loi contiennent des règles essentielles d'organisation et de fonctionnement de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, ainsi que des règles tout aussi essentielles de procédure devant cette juridiction.

De telles règles participent de l'"établissement" d'une juridiction au sens des articles 146 et 161 de la Constitution.

Aussi, les articles 3 et 8 règlent-ils une matière visée à l'article 77, alinéa 1er, 3°, de la Constitution.

L'article 1er de l'avant-projet sera revu en conséquence.

Article 3.

1. Le paragraphe 2, alinéa 2, doit être rédigé comme suit :

"Les magistrats visés à l'alinéa 1er doivent justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire".

.../...

2. Au paragraphe 2, alinéa 3, en projet, il convient de préciser ou d'habiliter le Roi à préciser le mode de justification de la connaissance suffisante de la langue allemande.

Article 4.

La modification envisagée doit aussi être apportée à l'article 38, § 2, de la loi du 1er août 1985.

Article 5.

1. Il ressort des explications des délégués du ministre que, dans l'intention des auteurs du texte, tous les ressortissants étrangers, sans distinction de nationalité ou de statut, peuvent demander une aide, pour autant que leur présence sur le territoire de la Belgique, au moment où l'acte de violence a été commis, ait été régulière.

On n'aperçoit pas, en effet, pour quel motif admissible le législateur exclurait du bénéfice de l'aide les ressortissants étrangers ou certaines catégories d'entre

.../...

eux, sous réserve, comme on l'a dit, de la régularité de leur présence sur le territoire de la Belgique (1).

Pour rendre compte au mieux des divers régimes juridiques organisés par la loi en vue de régler le statut des étrangers qui ont le droit de se trouver sur le territoire de la Belgique (2), la meilleure solution consiste à remplacer, dans le texte de la disposition figurant à l'article 31, § 1er, 2°, de la loi du 1er août 1985, les mots "être autorisée à entrer, séjourner ou s'établir dans le Royaume" par les mots "avoir le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume".

Il deviendrait, dès lors, inutile de préciser expressément, dans cette disposition, comme le prévoit le texte en projet, que les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ont le droit de demander une aide.

2. Au sujet de la modification apportée à l'article 31, § 1er, 3°, de la loi du 1er août 1985, l'exposé des

(1) Il est rappelé, à cet égard, que, selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage (voir en particulier les arrêts n° 20/93 du 4 mars 1993, n° 51/94 du 29 juin 1994 et n° 61/94 du 14 juillet 1994), lorsque le législateur établit une différence de traitement au détriment d'étrangers, il doit veiller à ce que cette différence ne soit pas discriminatoire au sens des articles 10 et 11 de la Constitution. La différence de traitement doit donc reposer sur un critère objectif et être raisonnablement justifiée.

(2) Voir la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

motifs précise que, si la victime choisit d'agir devant les juridictions civiles, elle devrait également, pour pouvoir demander une aide, avoir porté plainte. Les délégués du ministre ont confirmé que telle était l'intention des auteurs du texte.

Par ailleurs, on se demande si l'intention des auteurs du projet est d'exiger que la décision prise par le juge civil soit passée en force de chose jugée.

Le texte en projet n'envisage pas non plus l'hypothèse d'une citation directe.

En outre, il ressort de la jurisprudence (1) de la commission que celle-ci a dû procéder à l'interprétation de plusieurs dispositions légales actuelles en vue de pouvoir accueillir des requêtes dans des hypothèses non expressément prévues par la loi. Il serait préférable que les solutions retenues par la commission fussent exprimées dans le texte lui-même.

La disposition examinée ainsi que d'autres dispositions doivent être revues à la lumière des observations qui précèdent.

3. De l'accord des délégués du ministre, il serait plus simple et plus clair de rédiger le paragraphe 2 en projet de la manière suivante :

(1) Voir Cl. WESTHOF, L'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, Jeune Barreau de Liège, 1995, pp. 35-36.

"§ 2. Si la victime est décédée des suites de l'acte intentionnel de violence visé au paragraphe 1er, les personnes qui font valoir des frais ou un préjudice visés à l'article 32, § 2, peuvent demander une aide pour autant qu'elles satisfassent aux conditions prévues par le paragraphe 1er".

La précision, figurant dans le texte en projet, selon laquelle le moment à prendre en considération pour déterminer si une personne était à charge de la victime est celui du décès de celle-ci, sera insérée dans l'article 32, § 2, 4º, en projet.

Article 6.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, et au paragraphe 2, 3º, en projet, il est prévu que l'aide peut couvrir les frais de constitution de partie civile (1).

Dès lors que la loi en projet ouvre la faculté de solliciter une aide après avoir agi devant les juridictions civiles, on se demande pour quel motif le texte ne prévoit pas que l'aide pourra couvrir certains des frais exposés à l'occasion de l'action introduite devant ces juridictions.

Le texte sera revu à la lumière de cette observation.

(1) On relève, en ce qui concerne le paragraphe 1er, alinéa 1er, que ces frais ne peuvent être inclus dans la notion de "perte" ou de "diminution de revenus", comme le texte tend à le laisser entendre.

En outre, à la fin du paragraphe 1er, alinéa 1er, il faut écrire "... de la victime, et, à concurrence d'un maximum de 50.000 francs, des frais matériels".

Article 7.

Selon l'exposé des motifs, cette disposition tend à ce que ne soient soumis à la commission que les dossiers pour lesquels le dommage est supérieur à 15.000 francs.

Le texte en projet est, sur ce point, maladroitement rédigé. La rédaction suivante est proposée :

"§ 2. L'aide ne peut en aucun cas excéder le montant du dommage, ni être supérieur à 2.500.000 francs. Aucune aide ne sera accordée pour un dommage inférieur à 15.000 francs".

Article 8.

1. Le texte des modifications apportées aux dispositions figurant sous les paragraphes 1er à 3 de l'article 34 de la loi du 1er août 1985 doit être revu pour tenir compte de ce que, quand le requérant fait le choix de s'adresser au juge civil, il doit, non seulement avoir obtenu une décision de ce juge, mais aussi avoir porté plainte (1).

(1) Voir aussi l'observation 2 faite à propos de l'article 31, § 1er, 3°.

2. Le texte de l'article 34, § 1er, alinéa 4, de la loi du 1er août 1985 doit être complété pour tenir compte de l'hypothèse où le requérant a fait le choix de s'adresser au juge civil.

3. Le texte des modifications envisagées au paragraphe 2, alinéa 3, et au paragraphe 3 de l'article 34 de la loi du 1er août 1985 doit être revu en veillant à mieux dissocier le cas où la décision judiciaire a été prise par la juridiction d'instruction de celui où cette décision émane du juge civil.

4. Comme en ont convenu les délégués du ministre, les modifications suivantes doivent être apportées aux alinéas 1er et 2 du paragraphe 4 en projet :

- a) dans la deuxième phrase de l'alinéa 1er, les mots "les besoins de la victime et la solvabilité de l'auteur de l'infraction", doivent être remplacés par les mots "la situation financière du requérant et la solvabilité de l'auteur de l'acte intentionnel de violence";
- b) dans la quatrième phrase de l'alinéa 1er, les mots "de l'auteur de l'infraction et de la victime" doivent être remplacés par les mots "de l'auteur de l'acte intentionnel de violence et du requérant";
- c) dans l'alinéa 2, les mots "l'infraction" doivent être remplacés par les mots "l'acte intentionnel de violence".

.../...

5. En ce qui concerne l'alinéa 4 du paragraphe 4 en projet, sous réserve des suites que l'auteur du projet donnera à l'observation générale, il convient :

- a) de mieux distinguer les dispositions relatives à l'audition de témoins de celles qui ont trait à la désignation d'experts;
- b) de préciser que les experts visés sont ceux qui sont chargés d'une mission autre que celle dont fait état l'alinéa 3;
- c) de faire clairement apparaître que les mots "éventuellement sur demande du rapporteur" concernent les mots "la commission peut désigner des experts".

6. Au paragraphe 5, alinéa 1er, en projet, comme en ont convenu les délégués du ministre, il convient d'écrire "... éventuellement assisté ou représenté par son avocat ou assisté par le délégué d'un organisme public ou d'une association ...".

Article 10.

1. L'alinéa 1er de l'article 36 de la loi du 1er août 1985 doit être modifié pour éviter que, à la suite de la modification qu'envisage l'article 4 de l'avant-projet, le texte ne soit formulé en ce sens qu'"en cas d'urgence, il peut être fait droit à la demande ... tendant au versement d'une aide d'urgence".

.../...

A cette fin, il est suggéré de remplacer les mots "En cas d'urgence" par une expression précisant davantage la condition d'urgence. L'on pourrait s'inspirer de la jurisprudence de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, selon laquelle l'urgence existe lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important ou de sérieux inconvénients (1).

2. Il résulte de la modification envisagée à l'article 36, alinéa 2, de la loi du 1er août 1985 que la plainte doit avoir "été adressée au procureur du Roi ou auprès de toute autorité de police".

Selon les explications des délégués du ministre, par ces mots, les auteurs du texte entendent seulement attirer l'attention sur ce que la plainte doit être adressée à une autorité compétente pour la recevoir.

Une telle précision est superflue, dès lors que la plainte se définit justement comme "l'acte par lequel la victime d'une infraction ou son représentant porte ce fait à la connaissance de l'autorité compétente" (2). Cette précision sera donc omise.

(1) Voir Cl. WESTHOF, L'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, Jeune Barreau de Liège, 1995, p. 21.

(2) G. CORNU, Vocabulaire juridique, P.U.F., 1987, vo Plainte.

Article 12.

La modification qu'il est envisagé d'apporter au texte de l'article 42, § 4, de la loi du 1er août 1985 aurait pour effet que l'indemnité spéciale prévue pour les personnes ou pour les ayants droit des personnes qui ont subi une invalidité totale permanente en se portant volontairement au secours d'une victime d'un acte intentionnel de violence ou d'une explosion d'engin de guerre ou d'engin piégé, pourra être allouée, d'une part, à toutes les personnes de nationalité belge et à tous les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne et, d'autre part, en ce qui concerne les étrangers autres que ces derniers, à ceux d'entre eux qui sont établis sur le territoire du royaume ou admis ou autorisés à y séjourner plus de trois mois.

Sous la réserve de la régularité de leur présence sur le territoire de la Belgique, l'on n'aperçoit pas pour quel motif admissible certaines catégories d'étrangers - ceux qui, n'étant pas ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne, ne sont ni établis sur le territoire du royaume, ni admis ou autorisés à y séjourner plus de trois mois - sont exclus de la possibilité de bénéficier de l'indemnité spéciale prévue pour les sauveteurs bénévoles visés par la loi. Il n'y a pas plus de raison de procéder à une telle exclusion qu'il n'y a de motif d'exclure certaines catégories d'étrangers en situation régulière de

.../...

la possibilité de demander l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence (1).

Le texte sera revu à la lumière de cette observation.

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet comporte de nombreuses fautes contre l'usage correct de la langue, aussi bien en ce qui concerne le vocabulaire que pour ce qui est de la syntaxe. Sous réserve des observations qui précèdent et à titre d'exemple, quelques propositions de texte sont faites dans la partie néerlandaise du présent avis.

(1) Voir, à ce sujet, l'observation 1 relative à l'article 5 de l'avant-projet.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.Voorafgaande opmerking.

De ontworpen wet beoogt artikelen uit een programmawet te wijzigen. Deze werkwijze is beslist geen garantie voor de leesbaarheid, noch voor de toegankelijkheid van de norm. Het zou verkieslijk zijn een nieuwe, zelfstandige tekst aan te nemen die de inhoud van het onderhavige ontwerp overneemt en de desbetreffende bepalingen van de programmawet op te heffen.

Algemene opmerking.

Het voorontwerp bepaalt dat "twee ambtenaren van niveau 1 van verschillende taalrol (...) door de Minister van Justitie (worden) afgevaardigd om de taak van verslaggever te vervullen binnen de commissie (voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden)" (1). Uit andere ontworpen bepalingen (2) en uit de memorie van toelichting blijkt dat de "verslaggever" ermee belast zou worden de commissie bij te staan met het opmaken van de dossiers waarover ze uitspraak moet doen - waartoe hij onder meer bevoegdheid tot het uitvoeren van onderzoeken zou bezitten - en voorts in elk van de zaken deze commissie van advies te

(1) Ontworpen artikel 30, § 2, zevende lid.

(2) Zie inzonderheid het ontworpen artikel 34, §§ 4 en 5.

dienen (1). In de memorie van toelichting wordt eveneens de functionele onafhankelijkheid beklemtoond die de verslaggever moet kunnen genieten.

In de ontworpen tekst wordt aldus de verplichting ten aanzien van de commissie opgeheven om in iedere zaak de Minister van Justitie of diens gemachtigde te horen, en moet in de plaats ervan de verslaggever worden gehoord (2) : de verslaggever wordt ermee belast zowel de commissie bij te staan en in te lichten, als de belangen van de Staat vóór de commissie te vertegenwoordigen.

Zulk een regeling is onaanvaardbaar. Aldus worden aan de verslaggever zeer verschillende en onderling onverenigbare taken toevertrouwd. Wegens de dualiteit van die taken kan de voorgenomen regeling de verzoekende partij in een dermate nadelige positie plaatsen dat het beginsel van de gelijkheid van de verweermiddelen wordt geschonden.

De taak van verslaggever, te weten het bijstaan en het inlichten van de commissie, kan derhalve niet in de plaats komen van de thans bij de wet voorgeschreven taak van de gemachtigde van de minister, te weten het verdedigen van de belangen van de Staat vóór de commissie.

(1) Op te merken valt dat volgens de verstrekte toelichtingen de verslaggever geen lid zou zijn van de commissie, in tegenstelling tot wat het ontworpen artikel 30, § 2, zevende lid, (inzonderheid de uitdrukking "om de taak van verslaggever te vervullen binnen de commissie") laat uitschijnen; hij zou zijn ambt uitoefenen bij deze commissie.

(2) Vergelijk de huidige tekst van artikel 34, § 5, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 met de ontworpen tekst van hetzelfde lid.

Indien de wetgever voornemens is de taak van verslaggever toe te vertrouwen aan ambtenaren van het Ministerie van Justitie en hun daartoe eigen bevoegdheden te verlenen, moet de tekst bovendien de effectieve functionele onafhankelijkheid van de betrokkenen tegenover de Minister van Justitie uitdrukkelijk waarborgen. Het is eveneens zaak van de wetgever om de rechtspositie van de verslaggevers te regelen (1).

Het voorontwerp van wet moet worden herzien in het licht van deze algemene opmerking.

Bijzondere opmerkingen.

Indieningsbesluit.

Een indieningsbesluit moet worden ingevoegd, waarbij voor de redactie ervan rekening moet worden gehouden met de opmerking die gemaakt wordt in verband met artikel 1.

-
- (1) Door te bepalen dat de verslaggevers ambtenaren zijn die door de Minister van Justitie gedetacheerd worden om die taak uit te voeren, stelt de ontworpen wet weliswaar hun rechtspositie als rijksambtenaar vast; deze houdt inzonderheid in dat het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast, van toepassing is. Het staat evenwel aan de wetgever om de rechtspositie van de betrokkenen te regelen in zoverre en wanneer dezen de functie van verslaggever uitoefenen.

.../...

Artikel 1.

De artikelen 3 en 8 van het voorontwerp van wet bevatten essentiële regels betreffende de organisatie en de werking van de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, alsmede al even essentiële regels inzake de rechtspleging vóór dit rechtscollege.

Zulke regels hebben te maken met het "instellen" van een rechtscollege in de zin van de artikelen 146 en 161 van de Grondwet.

Aldus regelen de artikelen 3 en 8 een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 77, eerste lid, 3°, van de Grondwet.

Artikel 1 van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 3.

1. Paragraaf 2, tweede lid, moet als volgt worden gesteld :

"De magistraten bedoeld in het eerste lid moeten het bewijs leveren van de kennis van het Nederlands en het Frans, overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken".

.../...

2. In de ontworpen paragraaf 2, derde lid, moet worden gepreciseerd of moet de Koning gemachtigd worden te preciseren op welke wijze het bewijs van de voldoende kennis van het Duits dient te worden geleverd.

Artikel 4.

De voorgenomen wijziging moet eveneens worden aangebracht in artikel 38, § 2, van de wet van 1 augustus 1985.

Artikel 5.

1. Uit de toelichtingen van de gemachtigden van de minister blijkt dat het de bedoeling van de stellers van de tekst is dat alle buitenlandse onderdanen, zonder onderscheid van nationaliteit of status, hulp kunnen aanvragen voor zover hun aanwezigheid op het Belgische grondgebied regelmatig was toen de gewelddaad is gepleegd.

Het is immers niet duidelijk om welke aanvaardbare reden de wetgever de buitenlandse onderdanen of bepaalde categorieën onder hen van de toekenning van hulp kan uitsluiten, onder het voorbehoud, zoals reeds is gesteld,

.../...

dat hun verblijf op het Belgische grondgebied regelmatig is (1).

Teneinde de onderscheiden rechtsregelingen die de wet instelt om de status te bepalen van de vreemdelingen die gerechtigd zijn zich op het Belgische grondgebied te bevinden (2) zo goed mogelijk tot uiting te laten komen, doet men er het best aan in de tekst van de bepaling opgenomen in artikel 31, § 1, 2°, van de wet van 1 augustus 1985 de woorden "gemachtigd zijn het Koninkrijk binnen te komen, er te verblijven of er zich te vestigen" te vervangen door de woorden "gerechtigd zijn het Rijk binnen te komen, er te verblijven of er zich te vestigen".

Het wordt derhalve onnodig in die bepaling uitdrukkelijk aan te geven, zoals in de ontworpen tekst het geval is, dat de onderdanen van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap het recht hebben hulp aan te vragen.

(1) In dat verband wordt eraan herinnerd dat, volgens de rechtspraak van het Arbitragehof (zie inzonderheid de arresten nr. 20/93 van 4 maart 1993, nr. 51/94 van 29 juni 1994 en nr. 61/94 van 14 juli 1994), wanneer de wetgever een verschillende behandeling ten nadele van vreemdelingen voorschrijft, hij ervoor moet zorgen dat die verschillende behandeling niet discriminerend is in de zin van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Die verschillende behandeling moet dus gebaseerd zijn op een objectief criterium en moet redelijkerwijs verantwoord zijn.

(2) Zie de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

2. In verband met de wijziging aangebracht in artikel 31, § 1, 3^o, van de wet van 1 augustus 1985, staat in de memorie van toelichting te lezen dat wanneer het slachtoffer zich tot de burgerlijke rechtbanken wenst te wenden, het eveneens een klacht moet hebben ingediend wil het hulp kunnen aanvragen. De gemachtigden van de minister hebben bevestigd dat zulks de bedoeling van de stellers van de tekst is.

Voorts rijst de vraag of het de bedoeling is van de stellers van het ontwerp voor te schrijven dat de door de burgerlijke rechter genomen beslissing in kracht van gewijsde moet zijn gegaan.

Deze ontworpen tekst voorziet evenmin in het geval van een rechtstreekse dagvaarding.

Bovendien blijkt uit de rechtspraak (1) van de commissie dat ze verscheidene huidige wetsbepalingen heeft moeten interpreteren teneinde verzoekschriften in gevallen die de wet niet uitdrukkelijk regelt, te kunnen inwilligen. Het zou verkieslijk zijn dat de door de commissie aangenomen oplossingen in de tekst zelf worden vastgelegd.

(1) Zie Cl. WESTHOF, L'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, Jeune Barreau de Liège, 1995, blz. 35-36.

De onderzochte bepaling moet net als andere bepalingen worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen.

3. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat de ontworpen paragraaf 2 eenvoudiger en duidelijker zou zijn indien hij als volgt wordt gesteld :

"§ 2. Indien het slachtoffer overleden is ten gevolge van een opzettelijke gewelddaad bedoeld in paragraaf 1, kunnen de personen die kosten of een nadeel omschreven in artikel 32, § 2, aanvoeren, hulp aanvragen voor zover zij voldoen aan de voorwaarden gesteld in paragraaf 1".

De precisering in de ontworpen tekst, dat het tijdstip dat in aanmerking dient te worden genomen om te bepalen of een persoon ten laste van het slachtoffer was, datgene is waarop het slachtoffer is overleden, moet worden ingevoegd in het ontworpen artikel 32, § 2, 4º.

.../...

Artikel 6.

In de ontworpen paragraaf 1, eerste lid, en de ontworpen paragraaf 2, 3°, wordt bepaald dat de hulp de kosten nodig voor de burgerlijke partijstelling kan dekken (1).

Aangezien de ontworpen wet de mogelijkheid opent om hulp te vragen nadat men voor de burgerlijke rechtbanken in rechte is opgetreden, rijst de vraag waarom de tekst niet bepaalt dat de hulp bepaalde kosten kan dekken die ter gelegenheid van de bij die rechtscolleges ingestelde vordering zijn gemaakt.

De tekst behoort in het licht van deze opmerking te worden herzien.

Voorts schrijve men in paragraaf 1, eerste lid, in fine : "... van het slachtoffer en materiële kosten ten belope van maximaal 50.000 frank".

Artikel 7.

Volgens de memorie van toelichting heeft deze bepaling tot doel aan de commissie alleen die dossiers voor te leggen waarin de schade ten minste 15.000 frank bedraagt.

(1) Wat paragraaf 1, eerste lid, betreft, wordt opgemerkt dat die kosten niet kunnen worden geacht te vallen onder het begrip "verlies of vermindering van inkomsten", zoals de tekst wil aangeven.

De ontworpen tekst is op dit punt onhandig geredigeerd. De volgende redactie wordt voorgesteld :

"§ 2. Het bedrag van de verleende hulp mag in geen geval hoger zijn dan het schadebedrag of dan 2.500.000 frank. Er wordt geen hulp verleend indien de schade minder dan 15.000 frank bedraagt".

Artikel 8.

1. De tekst van de wijzigingen die worden aangebracht in de bepalingen die staan onder de paragrafen 1 tot 3 van artikel 34 van de wet van 1 augustus 1985 behoort te worden herzien om rekening te houden met het feit dat, wanneer de verzoeker ervoor opteert om zich tot de burgerlijke rechter te wenden, hij niet alleen een beslissing van die rechter verkregen moet hebben maar ook een klacht moet hebben ingediend (1).

2. De tekst van artikel 34, § 1, vierde lid, van de wet van 1 augustus 1985 behoort te worden aangevuld om rekening te houden met het geval dat de verzoeker ervoor geopteerd heeft om zich tot de burgerlijke rechter te wenden.

(1) Zie ook opmerking 2, die over artikel 31, § 1, 3°, is gemaakt.

3. De tekst van de wijzigingen die men in paragraaf 2, derde lid, en in paragraaf 3 van artikel 34 van de wet van 1 augustus 1985 wil aanbrengen, behoort zodanig te worden herzien dat een beter onderscheid wordt gemaakt tussen het geval dat de rechterlijke beslissing door het onderzoeksgerecht is genomen en het geval dat die beslissing van de burgerlijke rechter uitgaat.

4. Met instemming van de gemachtigden van de minister behoren in het eerste en het tweede lid van de ontworpen paragraaf 4 de volgende wijzigingen te worden aangebracht :

- a) in de tweede zin van het eerste lid dienen de woorden "de behoeften van het slachtoffer en de solvabiliteit van de dader van het misdrijf" te worden vervangen door de woorden "de financiële toestand van de verzoeker en de solvabiliteit van degene die de opzettelijke gewelddaad heeft gepleegd";
- b) in de vierde zin van het eerste lid dienen de woorden "van de dader van het misdrijf en van het slachtoffer" te worden vervangen door de woorden "van degene die de opzettelijke gewelddaad heeft gepleegd en van de verzoeker";
- c) in het tweede lid dienen de woorden "de dader van het misdrijf" te worden vervangen door de woorden "degene die de opzettelijke gewelddaad heeft gepleegd".

.../...

5. Wat het vierde lid van de ontworpen paragraaf 4 betreft, behoort onder voorbehoud van het gevolg dat de steller van het ontwerp aan de algemene opmerking zal geven :

- a) een beter onderscheid te worden gemaakt tussen de bepalingen betreffende het horen van getuigen en de bepalingen die betrekking hebben op het aanwijzen van deskundigen;
- b) te worden gepreciseerd dat de bedoelde deskundigen degenen zijn die belast zijn met een andere opdracht dan die waarvan in het derde lid sprake is;
- c) duidelijk te worden aangegeven dat de woorden "eventueel op verzoek van de verslaggever" betrekking hebben op de woorden "de commissie kan deskundigen aanstellen".

6. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat in de ontworpen paragraaf 5, eerste lid, moet worden geschreven "... eventueel bijgestaan of vertegenwoordigd door zijn advocaat of bijgestaan door de gemachtigde van een overheidsinstelling of een door de Koning hiertoe erkende vereniging ...".

Artikel 10.

1. Het eerste lid van artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985 dient te worden gewijzigd om te voorkomen

.../...

dat, ten gevolge van de wijziging die in artikel 4 van het voorontwerp wordt overwogen, de tekst geformuleerd zou zijn in de zin van "In spoedeisende gevallen kan ... gevolg worden gegeven aan het verzoek ... tot storting van een noodhulp".

Daartoe wordt voorgesteld de woorden "In spoedeisende gevallen" te vervangen door een uitdrukking waardoor de voorwaarde van spoedeisendheid beter tot uiting komt. Men zou zich kunnen baseren op de rechtspraak van de commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, volgens welke er van een spoedeisend geval sprake is wanneer elke vertraging bij de hulpverlening de verzoeker een aanzienlijk nadeel of grote ongemakken zou kunnen berokkenen (1).

2. Uit de wijziging die men overweegt aan te brengen in artikel 36, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1985 blijkt dat de klacht moet worden "neergelegd bij de procureur des Konings of bij iedere politie-overheid".

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de minister willen de stellers van de tekst met deze woorden alleen de aandacht vestigen op de verplichting om de klacht te richten aan een overheid die bevoegd is om die in ontvangst te nemen.

(1) Zie Cl. WESTHOF, L'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, Jeune Barreau de Liège, 1995, blz. 21.

Zulk een precisering is overbodig aangezien de klacht (of : klachte) net gedefinieerd wordt als de "mededeling aan een opsporingsambtenaar van een gepleegd strafbaar feit, met (uitdrukkelijk of verondersteld) verzoek om vervolging" (1). Die precisering behoort dan ook te vervallen.

Artikel 12.

De wijziging die men overweegt aan te brengen in de tekst van artikel 42, § 4, van de wet van 1 augustus 1985 zou tot gevolg hebben dat de bijzondere vergoeding, waarin is voorzien voor de personen of de rechthebbenden van de personen die in een toestand van blijvende algehele invaliditeit verkeren als gevolg van vrijwillige hulpverlening aan een slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad of van een ontploffing van een oorlogstuig of een valstriktuig, zal kunnen worden toegekend, enerzijds aan alle personen van Belgische nationaliteit en aan alle onderdanen van een lidstaat van de Europese Gemeenschap, en anderzijds, wat de andere vreemdelingen dan dezen betreft, aan diegenen onder hen die op het grondgebied van het Rijk gevestigd zijn, dan wel toegelaten of gemachtigd zijn er meer dan drie maanden te verblijven.

(1) Fockema Andreae's Rechtsgeleerd Handwoordenboek, H.D. Tjeenk Willink & Zoon 1970, (Wolters Noordhoff nv Groningen), trefwoord Klachte.

Men ziet niet in welke aanvaardbare reden er kan bestaan om bepaalde categorieën vreemdelingen - zij die geen onderdaan van een lidstaat van de Europese Gemeenschap zijn, noch op het grondgebied van het Rijk gevestigd zijn en evenmin toegelaten of gemachtigd zijn om er meer dan drie maanden te verblijven - voor zover hun aanwezigheid op het Belgische grondgebied regelmatig is, uit te sluiten van de mogelijkheid om de in de wet bedoelde bijzondere vergoeding voor vrijwillige redders te kunnen genieten. Er is net zo min reden om zulk een uitsluiting in te stellen als er reden is om bepaalde categorieën van vreemdelingen die regelmatig in het land verblijven, uit te sluiten van de mogelijkheid om hulp van de Staat aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden te vragen (1).

De tekst behoort in het licht van deze opmerking te worden herzien.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp bevat talrijke fouten tegen het correcte taalgebruik, zowel wat woordkeuze als zinsbouw betreft. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld hierna enkele tekstvoorstellen gedaan.

(1) Zie in dit opzicht opmerking 1 betreffende artikel 5 van het voorontwerp.

1) Artikel 3 van het ontwerp :

- in het eerste lid van de ontworpen paragraaf 2 van artikel 30 van de wet, vervange men de woorden "advokaten ... of twee op ruste gestelde ..." door de woorden "advocaten ... of twee gepensioneerde ...";
- in het zesde lid van dezelfde paragraaf moet het lidwoord "de" vóór het cijfer "70" vervallen en schrijve men "verlengbaar", niet "hernieuwbaar";
- in het zevende lid van de ontworpen paragraaf 2 van hetzelfde artikel vervange men het woord "verslaggever" door het woord "rapporteur". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp. Volgens van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, is een verslaggever immers een journalist, een reporter.

2) Artikel 5 van het ontwerp :

- in de tekst die men voornemens is in te voegen in artikel 31, § 1, 3°, vervange men het woord "bekomen" door het woord "verkregen";
- in de ontworpen paragraaf 2 van hetzelfde artikel vervange men de woorden "een hulp aanvragen indien zij hebben voldaan" door de woorden "hulp aanvragen indien zij voldoen". Het gebruik van het onbepaald lidwoord is in dit verband namelijk in strijd met het Nederlandse

.../...

taaleigen. Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp.

3) Artikel 6 van het ontwerp :

- in paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "fysiek" en niet "fysisch";
- men schrijve de inleidende zin van de ontworpen paragraaf 2 van artikel 32 van de wet als volgt : "§ 2. De hulp waarin artikel 31, § 2, voorziet, dekt :".

4) Artikel 8 van het ontwerp :

- in het ontworpen artikel 34, § 1, tweede lid, 5°, van de wet vervange men het woord "getroffen" door het woord "genomen";
- in paragraaf 3 van hetzelfde artikel schrijve men "binnen drie jaar" in plaats van "binnen de drie jaar";
- in het tweede lid van de ontworpen paragraaf 4 vervange men het woord "overgemaakt" door het woord "overgezonden";
- de laatste zin van het vierde lid van paragraaf 4 behoort als volgt te worden gesteld : "Het verwerpen van het verzoek van de rapporteur om deskundigen aan te wijzen wordt uitdrukkelijk gemotiveerd";

.../...

- in de ontworpen paragraaf 5 van hetzelfde artikel vervange men het woord "advokaat" door het woord "advocaat".

5) Artikel 11 van het ontwerp :

- in de inleidende zin van het artikel vervange men de woorden "wordt vervolledigd door de volgende bepaling" door de woorden "wordt aangevuld als volgt";
- in het tweede lid van artikel 11 schrijve men "opgeheven" in plaats van "afgeschaft".

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

P. GOTHOT,

J.-M. FAVRESSE,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

Le rapport a été présenté
par M. B. JADOT, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. M. BAUWENS, référendaire
adjoint.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. P. LIENARDY, conseiller
d'Etat.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uit-
gebracht door de H. B. JADOT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd op-
gesteld en toegelicht door de
H. M. BAUWENS, adjunct-
referendaris.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder
toezicht van de H. P.
LIENARDY, staatsraad.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.

.../...